



Promouvoir l'enseignement supérieur français vis-à-vis de l'étranger et accueillir les étudiants étrangers

Depuis 2003, la politique d'attractivité lancée par le gouvernement fait de la promotion de notre enseignement supérieur et de l'amélioration de l'accueil des étudiants étrangers une priorité. Cette politique entend en effet répondre, parmi d'autres, au défi de la concurrence à l'échelle mondiale des établissements d'enseignement supérieur.

La France, forte de sa longue tradition d'accueil, a multiplié les efforts pour soutenir une action essentielle à son rayonnement international. Promouvoir l'excellence de nos formations supérieures en accueillant des étudiants du monde entier constitue un enjeu majeur.

► Ces efforts ont porté leurs fruits, puisque **le nombre des étudiants étrangers, en croissance constante, a atteint le chiffre de 265 000 en 2005 - 2006**, soit 11,6% de l'effectif global des étudiants. La croissance touche surtout les études de 3ème cycle et les grands établissements, traduisant ainsi une évolution qualitative de la demande étudiante. Les étudiants asiatiques ont significativement contribué à la progression des effectifs, sans que soit remis en cause l'accueil traditionnellement réservé par la France aux étudiants du continent africain.

L'amélioration de la lisibilité des formations et des certifications des établissements français d'enseignement supérieur a eu sa part dans l'amélioration de l'attractivité ainsi constatée. Les établissements travaillent désormais plus systématiquement en réseaux, s'organisent en pôles régionaux d'enseignement supérieur. Ils nouent de nouveaux partenariats avec les collectivités territoriales ainsi qu'avec les entreprises. Avec le soutien des postes diplomatiques, ils ont largement développé leurs partenariats internationaux à tous les niveaux.

Le ministère des Affaires étrangères, pour sa part, consacre un budget important à l'attribution des bourses du gouvernement français, notamment des bourses d'excellence et de doctorat EIFFEL, qui contribuent à la réputation de nos établissements.

► Au-delà de l'intérêt académique, **l'attractivité repose également sur la simplicité des démarches d'accès et sur la qualité de l'accueil**. A cet égard, les étudiants candidats à l'inscription dans un établissement supérieur français bénéficient de mesures spécifiques mises en place progressivement depuis 2003. Il s'agit principalement de la généralisation des Centres pour les Études en France (CEF) dans les postes diplomatiques et des dispositions en faveur des étudiants étrangers de la loi du 24 juillet 2006 sur l'immigration.

La création de CampusFrance va conférer à ce dispositif une dynamique nouvelle.

Les CEF sont un espace d'information et de dialogue avec les étudiants candidats à des études en France. Ils permettent, sur la base de l'examen de leur dossier et grâce à un entretien, de les orienter au mieux de leur intérêt. L'instruction des dossiers est organisée en toute transparence et en liaison avec les établissements.

► La loi du 24 juillet 2006 complète ce dispositif. Elle prévoit en effet la délivrance de plein droit d'un titre de séjour à tout étudiant passé par un CEF et ayant obtenu un visa pour étudier dans un établissement d'enseignement supérieur adhérent du système des CEF.

Non seulement la loi simplifie les démarches des étudiants pour obtenir leur titre de séjour, mais elle en simplifie également le renouvellement et la prolongation.

Il fallait toutefois renforcer encore la cohérence de ce dispositif pour lui conférer toute son efficacité et le mettre au service des étudiants.

A cette fin, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche se sont engagés dans une réflexion commune qui aboutit aujourd'hui à la création du groupement d'intérêt public CampusFrance.

La vocation de CampusFrance

CampusFrance a vocation à fédérer, sous la tutelle des ministères concernés et en concertation avec les établissements d'enseignement supérieur, l'action des opérateurs historiques que sont EduFrance pour la promotion et

l'information, l'association Egide pour la gestion et l'accueil de certains boursiers ainsi que le CNOUS et le réseau des CROUS qui interviennent dans la gestion d'autres boursiers et pour l'accueil de l'ensemble des étudiants étrangers ou non.

► La nouvelle entité aura en charge **la promotion des formations supérieures françaises** et ouvrira aux étudiants un continuum d'accès aux études supérieures en France. L'itinéraire commence dans les espaces CampusFrance à l'étranger ; implantés au sein des établissements culturels français, ces espaces sont des lieux d'information, de dialogue, d'orientation et d'introduction dans les établissements, qui intègrent les procédures des centres pour les études en France. L'itinéraire se poursuit jusqu'aux espaces CampusFrance au sein des CROUS chargés de l'accueil. L'ensemble de la chaîne conduit sans solution de continuité aux établissements d'enseignement supérieur, placés au cœur du dispositif. L'avantage le plus sensible pour l'étudiant est de n'avoir d'un bout à l'autre de ce processus linéaire qu'un seul guichet auquel s'adresser pour l'ensemble de ses démarches. Dûment orienté en amont, il peut donc consacrer tous ses efforts au succès des études qui l'ont conduit en France et s'engager plus sûrement dans un parcours de réussite.

► Il reviendra également à CampusFrance de coordonner **la gestion des bourses du gouvernement français et des gouvernements étrangers et, en liaison avec les établissements, d'assurer le suivi de la « charte de qualité » pour l'accueil des boursiers du gouvernement français**. La charte a vocation à servir d'objectif de référence non seulement pour les boursiers mais à plus long terme pour l'accueil de tout étudiant étranger, boursier ou non. Elle définit des standards conformes aux critères internationaux les plus exigeants. Il reviendra, en aval, aux espaces CampusFrance au sein des CROUS de commencer à promouvoir dès 2008 les mesures appropriées.

A la lumière enfin de cette expérience d'association des opérateurs, il reviendra à CampusFrance de prolonger la réflexion pour proposer les voies d'une intégration plus poussée encore des activités de promotion, d'accueil et de gestion des bourses.

Avec CampusFrance, les établissements d'enseignement supérieur français disposent maintenant d'un organisme unifié, à même d'apporter une puissante contribution au succès de leurs efforts d'attractivité.